

# Femmes, féminisme et “développement”

## Une analyse critique des politiques des institutions internationales

JULES FALQUET

*This article, presented in Toulouse at the International Conference on French Feminist Research in 2002, analyzes the influence of the United Nations on women's NGOs around the world. The author argues that the UN and its “aides,” the WTO and the WB among others, have coopted women's energies and know-how for their own purposes. The article points to the UN's encouragement of tourism in Cuba and Dominican Republic and the impact this has had on local women as a prime example.*

Le terme de “développement” constitue un raccourci ou un euphémisme pour parler de l'organisation internationale de la production, du commerce et de la consommation. De fait, les orientations du développement sont le fruit d'un rapport de forces complexe et d'une lutte multiforme entre différents secteurs aux intérêts contradictoires. Une analyse en termes de rapports sociaux fait apparaître trois grandes oppositions, que l'on pourrait rattacher à l'exploitation de classe, raciste et de sexe. En effet, on peut considérer que le “développement” est le fruit de l'évolution historique de rapports capital/travail au sein de chaque société. Simultanément, le développement est aussi le produit d'un système de relations internationales marquées par la colonisation et l'impérialisme, les rapports de forces Ouest-Est et surtout Nord-Sud. Une troisième perspective—trop souvent négligée—montre finalement le développement comme le résultat de l'évolution des rapports sociaux de sexe et de la division sexuelle du travail.

L'interpénétration croissante des discours et des pratiques des institutions internationales d'une part, et d'autre part de ceux des mouvements sociaux et des ONGs—en particulier de femmes et féministes—fera l'objet de cet article.<sup>1</sup> Plus précisément, nous nous demanderons dans quelle mesure il n'existe pas une récupération par les instances internationales du travail et de la légitimité du mouvement des femmes et féministe, pour imposer un développement “consensuel,” qui est en réalité diamétralement opposé tant aux intérêts des femmes qu'aux analyses radicalement transformatrices du féminisme. Nous reprendrons dans cette réflexion une partie des analyses du courant « autonome » du féminisme latino-américain et des Caraïbes, apparu à partir de la Vième rencontre féministe continentale de 1993 au Salvador.

Nous nous demanderons dans une première partie comment l'ONU a réussi à se constituer face à la « société

civile » en un acteur central et incontournable, qui prépare une sorte de « bonne gouvernance » mondiale « participative » qu'on pourrait aussi lire comme une savante neutrali-

---

**Le développement est le produit d'un système de relations internationales marquées par la colonisation et l'impérialisme, les rapports de forces Ouest-Est et surtout Nord-Sud.**

---

sation des mouvements sociaux. Ainsi, nous verrons en premier lieu comment, à travers la problématique du « développement durable », l'ONU a réussi à se poser en « bienfaitrice responsable » de l'humanité. Nous examinerons ensuite comment, par rapport aux femmes, l'ONU a su se présenter en « alliée », mais aussi comment elle a su dans une certaine mesure récupérer leur mouvement pour le rendre fonctionnel dans le système. Enfin, nous analyserons plus en détail le fonctionnement de la « gouvernance mondiale » de l'ONU et sa manière de faire participer la population autour des priorités qu'elle définit, à travers l'exemple du tourisme.

Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur d'autres institutions internationales avec lesquelles travaille l'ONU, en particulier la Banque mondiale, le FMI et l'Agence internationale pour le développement (AID), en analysant plus particulièrement les questions des politiques internationales de population, qui attaquent directement les femmes du Sud, puis le développement des politiques de micro-crédit pour les femmes, qui illustre de manière particulièrement frappante les connivences entre différentes organisations internationales au détriment des femmes.

**La lente émergence de la notion de « développement durable » et la constitution de l'ONU en « protectrice » de l'environnement**

L'ONU travaille activement depuis déjà plus de trente ans sur les rapports entre le développement et l'environnement, officialisant peu à peu la notion de « développement durable ». Bien qu'elle ait agi en partie sous la pression des mouvements sociaux (écologiste et féministe principalement) et dans un contexte interna-

tional qui imposait de toute façon des changements, nous verrons ici comment l'ONU a réussi à «prendre la main» dans le domaine de la « défense » de l'environnement contre les « intérêts égoïstes » qui la menacent, et à capitaliser une indéniable sympathie-légitimité en ce domaine.

Dès 1972, l'ONU organise à Stockholm une première conférence internationale sur « l'environnement humain », c'est-à-dire sur les rapports qui unissent le développement humain et la protection de l'environnement. Cette première conférence est suivie d'efforts dans deux grandes voies éminemment complémentaires. D'un côté, l'ONU alimente une réflexion permanente sur le développement, elle finance et réalise un ensemble d'actions concrètes sur

---

## Le mouvement se transforme en somme d'organisations qui se cristallisent en institutions de plus en plus bureaucratées, donnant lieu au phénomène de « l'ONGisation ».

---

le terrain. De l'autre, elle s'impose comme l'organisatrice de grandes conférences décennales sur l'environnement et le développement, dont la plus populaire a sans conteste été celle de Rio (Sommet de la Terre, 1992), qui sera suivie à l'été 2002 par une Conférence de Rio+10 à Johannesburg. Lors du sommet organisé à Rio, le contexte est favorable à ce que l'ONU apparaisse comme la seule instance réellement préoccupée de manière « neutre » par la survie de l'humanité, qui se découvre à cette époque gravement menacée par le réchauffement de la planète, provoqué par l'effet de serre et la détérioration de la couche d'ozone. L'ONU se propose alors d'établir un Agenda pour le XXI<sup>ème</sup> siècle (plus prosaïquement Agenda 21), prenant symboliquement les rênes du destin planétaire, avec l'approbation tacite de « l'opinion publique ». De fait, l'ONU n'a pas lésiné pour promouvoir une importante participation de la « société civile ». Par exemple, en ce qui concerne les femmes—l'association se fait « spontanément » avec la protection de la « Nature »—un organisme du système-ONU, en l'occurrence le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), a monté dès 1991 une conférence préparatoire des femmes. Co- invitée par l'Assemblée globale femmes et environnement, cette Conférence tenue à Miami réunit plus de 1,500 femmes et féministes membres d'ONGs environnementalistes, qui élaborent leur propre programme d'action, l'Agenda 21 des femmes. De sorte que pendant la conférence des ONGs parallèle à la conférence des gouvernements de Rio, les femmes participent avec enthousiasme : leur tente, « Planeta fêmea », est sans conteste la plus importante et la mieux organisée (Femmes et Changements). C'est pour beaucoup l'occasion de mettre en pratique, avec une habileté consommée, diverses stratégies de *lobbying* pour

faire avancer leurs revendications. A l'issue de Rio, les propositions des femmes sont en partie reflétées dans la Déclaration des ONGs, et surtout dans l'Agenda 21 issu de la Conférence des Etats, dont le chapitre 24 en particulier concerne spécifiquement « l'action globale pour les femmes vers le développement durable et équitable » (Hemmati et Seliger).

Depuis, l'ONU a poursuivi avec zèle ses activités en faveur du développement durable et de la mise en pratique de la « Déclaration de Rio ». Pendant toute la période, elle a organisé une série d'autres conférences, elles aussi décennales, sur un ensemble de thèmes (femmes, population, habitat, sécurité alimentaire, entre autres) qui ont contribué chacune à leur manière à la définition actuelle du développement durable. La conception qui prévaut aujourd'hui est que le développement durable, en plus d'être nécessairement enraciné dans le « local », doit s'appuyer sur trois piliers : économique, environnemental et social. C'est l'ONU qui organise le prochain rendez-vous central en la matière, en l'occurrence la Conférence de Johannesburg à l'été 2002. En forme de bilan dix ans après celle de Rio, cette conférence concerne très directement les femmes.

### Quand l'ONU parraine les femmes

Dès 1975, l'ONU organise une « décennie de la Femme », inaugurée par une conférence internationale à Mexico, suivie d'une conférence intermédiaire à échéance de cinq ans réalisée à Copenhague, et close par une Troisième conférence tenue à Nairobi en 1985. La Quatrième conférence mondiale de la femme, qui a lieu à Beijing en 1995, couronne un deuxième cycle de dix ans et une période d'intense activité onusienne à propos d'autres thèmes qui intéressent de très près les femmes : le développement durable, à Rio en 1992, évoqué ci-dessus, les droits de la personne, à Vienne en 1993, et les questions de population, au Caire, en 1994. Au cours de cette dernière conférence notamment, face à l'union de différents Etats catholiques et musulmans contre le droit des femmes à disposer de leur corps, l'ONU réussit à apparaître comme principal allié « protecteur » des femmes. Enfin, pour évaluer les résultats de la mise en œuvre de la « Plateforme de Beijing », une évaluation quinquennale, baptisée « Beijing+5 », a eu lieu en 2000 à New York. Toutes ces conférences sont assorties de réunions de préparation et de suivi qui forment un calendrier serré d'activités internationales auxquelles la « société civile » est vivement invitée à participer (Hemmati et Seliger).

Certaines analystes, parmi lesquelles de nombreuses féministes aussi bien du Nord que du Sud, jugent éminemment positives la Plate-forme et les stratégies d'action issues de Beijing, et célèbrent comme une victoire du féminisme le fait d'avoir réussi à introduire la « perspective de genre » jusque dans « l'agenda » de l'ONU. Le fait est que dans de nombreux pays, des ministères ou

secrétariats d'Etat féminins ont été créés dans le cadre de l'application des engagements pris à Beijing, un peu partout dans le monde on a assisté à des changements législatifs en faveur des femmes et dans de nombreuses instances nationales et internationales, d'importants—quoiqu'insuffisants—budgets ont été dégagés pour promouvoir « l'équité de genre ». Pour beaucoup de féministes, la Plate-forme de Beijing constitue désormais un outil indispensable qui oriente leurs revendications.

Cependant, le phénomène le plus intéressant à observer, est la façon dont l'ONU a réussi peu à peu à absorber les activités des organisations de femmes dans ses propres conférences. En effet, en 1975, à Mexico, certaines féministes avaient réalisé un ensemble d'actions en dehors de la conférence, notamment pour dénoncer celle-ci comme une tentative de récupération de leur mouvement. Au contraire, en 1995, le Forum des ONGs était organisé par l'ONU elle-même, et suscitait une exceptionnelle participation des femmes et du mouvement féministe à l'échelle mondiale, avec pour principal objectif de se faire entendre précisément par l'ONU et les gouvernements.

On retrouve dans les autres conférences de l'ONU ce même phénomène, cependant la Conférence de Beijing illustre particulièrement bien la mise en place du dispositif « participatif » de l'ONU. En effet, à cette occasion il apparut de manière complètement explicite que l'ONU chapeautait simultanément les deux événements: la Conférence officielle des gouvernements et le Forum parallèle des ONGs, en définissant soigneusement les mécanismes destinés à intégrer et séparer les deux. Le Forum des ONGs avait lieu plusieurs jours avant la Conférence et à quarante kilomètres de celle-ci. Afin d'éviter toute interférence incontrôlée entre les deux réunions, le seul canal de communication officiel prévu était un bref compte-rendu à la Conférence gouvernementale de la présidente du Forum des ONGs—désignée d'avance par l'ONU. De surcoût, le gros du travail était réalisé en amont, par le biais d'un long processus préparatoire. L'ONU souhaitait ainsi faire en sorte que dans chaque pays, les ONGs (féministes, de femmes et mixtes) se rapprochent du gouvernement en place, afin d'établir si possible un seul rapport sur la situation des femmes et une seule série de recommandations. Il était même prévu de faire inclure—de manière assez arbitraire—des représentant-e-s d'ONGs dans les délégations gouvernementales. Ce système favorisait à la fois la perte d'autonomie du mouvement face aux Etats respectifs et la minorisation des positions féministes, noyées dans un consensus large avec les positions gouvernementales et celles d'ONGs non-féministes également appelées à se prononcer. De plus, l'ONU avait clairement défini d'avance les thèmes qui devaient être évoqués dans les rapports, région par région, en prenant soin d'indiquer les possibles sources d'information et le type d'indicateurs, principalement quantitatifs, qu'elle souhaitait voir utiliser (Más alla de Beijing, 1994). Enfin,

l'ONU, à travers diverses instances, mettait d'importants financements à la disposition des ONGs ou de consultantes particulières—généralement issues du mouvement féministe—pour l'élaboration de ces rapports et pour permettre à des femmes du monde entier de se rendre à Beijing.

Une partie des féministes latino-américaines et des Caraïbes ont clairement dénoncé ce processus. En regroupant les réflexions critiques du courant « autonome » de ces dernières années (Pisano; Bedregal et al.; Mujeres Creando; Cañas), on peut résumer l'analyse comme suit. D'abord, l'inflation des financements internationaux pour les questions « de genre » a fomenté d'une part une série

---

## L'analyse des féministes autonomes latino-américaines et des Caraïbes dénonce la dépolitisation du mouvement et sa perte d'autonomie conceptuelle et organisationnelle.

---

de luttes sororicides entre groupes et personnes pour l'accès à ces ressources, et d'autre part la concentration du pouvoir et la réduction du mouvement à un nombre réduit de grands centres et de puissantes ONGs qui captent la majeure partie de ces financements. Simultanément, pour obtenir ces fonds, les groupes doivent faire preuve de leur « compétence » et se professionnalisent de manière accélérée, recrutant comptables et expertes « en genre » au détriment d'une militance politique choisie et volontaire. Le mouvement se transforme en somme d'organisations qui se cristallisent en institutions de plus en plus bureaucratisées, donnant lieu au phénomène de « l'ONGisation ». Il se rapproche des institutions gouvernementales, de l'institution universitaire et des institutions internationales, tandis que sa composante utopiste ou radicale est marginalisée. Il s'agit de proposer et non plus de rêver et moins encore de se plaindre. Pour une plus grande efficacité, les ONGs se regroupent en réseaux internationaux spécialisés, perdant en bonne partie leur ancrage local et leur travail quotidien pour se concentrer sur la participation aux événements internationaux. La proposition féministe globale se parcellise en une série de thèmes fragmentaires déconnectés les uns des autres. La volonté de transformer totalement le système se mue en une série de revendications d'aménagements et d'améliorations partielles, en une liste de propositions législatives abstraites et de mini-projets locaux destinés à répondre à l'urgence de la misère des femmes. On observe le même phénomène quand on constate comment apparaissent et évoluent peu à peu les « thèmes » du féminisme régional, qui se transforment par vagues au rythme des conférences de l'ONU et des priorités de financement des agences de



*Participants at the Earth Summit in Johannesburg, South Africa, 2002. Photo: Brenda Cranney*

coopération internationales du Nord. Il en va ainsi de thèmes vedettes depuis le début des années 90 comme le « pouvoir local » des femmes et leur participation politique : le pouvoir était précisément l'un des deux thèmes principaux que devaient aborder les rapports préparatoires de Beijing, de la région latino-américaine et des Caraïbes. L'intitulé même des thèmes varie selon le bon vouloir des agences financières, chaque année, les priorités changent : environnement, droits de la personnes, habitat. Pour atteindre un semblant de consensus dans les déclarations internationales et répondre aux attentes des sources de financement, la lutte pour l'avortement libre et gratuit devient effort pour la maternité volontaire, la remise en cause de l'hétérosexualité comme système devient bataille pour la tolérance des multiples « préférences sexuelles ». Enfin, la succession effrénée de conférences et de réunions de l'ONU aux quatre coins de la planète absorbe le temps et l'énergie des femmes et des groupes féministes, et provoque chaque fois des dépenses considérables que seul le financement extérieur permet d'affronter. Apparaît une sorte d'élite féministe qui se rend à la plupart des conférences et se transforme facilement en « expertes du genre », percevant souvent des honoraires très attractifs et particulièrement bienvenus face à la crise de l'emploi dans la région, tandis que la militance « de rue » diminue et que les femmes du commun s'éloignent du mouvement.

En conclusion, l'analyse des féministes autonomes latino-américaines et des Caraïbes dénonce la dépolitisation du mouvement et sa perte d'autonomie conceptuelle et organisationnelle—et par conséquent de radicalité et de potentialité transformatrice. La cause de cette dépolitisation? Pour une bonne partie, la dépendance

financière par rapport aux institutions de coopération du Nord—fondations privées, officines ministérielles, et bien évidemment parmi les grands bailleurs de fonds, l'ONU et ses satellites, le FMI et la Banque mondiale (quant à l'argent reçu à travers les gouvernements locaux, il a presque toujours cette même origine et est assorti des mêmes orientations).

### **Les mécanismes de la participation et la création « d'agenda »: le cas du tourisme**

La question du tourisme est d'une importance bien plus considérable qu'il ne pourrait y paraître. D'abord, parce qu'avec la création de « zones franches » et d'usines d'assemblage, il s'agit

pratiquement de la seule alternative de « développement » laissée aux pays appauvris par la globalisation (en dehors de la migration et du narco-trafic). Non seulement le tourisme suppose généralement l'éviction des populations locales et la perte de terres cultivées, mais il représente aussi l'intrusion, généralement brutale, de l'économie monétaire et d'autres us et coutumes, en même temps que la folklorisation des cultures autochtones—dont les femmes souffrent tout particulièrement.<sup>2</sup> Pour elles, le tourisme amène très peu de bénéfices : elles ne sont généralement ni investisseuses, ni bénéficiaires des meilleurs emplois créés. Tout au plus accèdent-elles à quelques travaux de service de basse catégorie et mal rémunérés (guide touristique, hôtesses, femmes de ménage dans les grands hôtels). Plus souvent qu'à leur tour, elles doivent essuyer la violence sexuelle des touristes de sexe masculin et constituent un appât central des plages ensoleillées, vantées par des publicités où le sexisme le dispute au racisme—la promotion du tourisme à Cuba ou en République Dominicaine en constituant des exemples particulièrement saisissants. La montée des prix provoquée par le tourisme, l'appauvrissement que suppose le fait d'être privées de leurs ressources traditionnelles et l'incitation active des touristes provoquent presque inévitablement le développement de la prostitution, d'abord *in situ*, puis ensuite éventuellement par le biais de la migration.

C'est pourquoi nous analyserons ici avec un intérêt particulier la manière dont l'ONU promeut le développement du tourisme. On vient de voir dans le cas des femmes, comment l'ONU suscitait la participation de la « société civile », en s'appuyant sur les ONGs et en les renforçant par rapport au mouvement social., La question

du tourisme nous permettra ici de voir comment la stratégie de l'ONU envers les ONGs lui permet de créer *ex-nihilo* des thèmes et des priorités. En d'autres termes, comment l'ONU fabrique et oriente « l'agenda » international du « développement » vers des activités particulièrement préjudiciables aux femmes.

L'ONU promeut depuis longtemps déjà le rapprochement et la participation des ONGs à ses propres structures politique dont l'instrument principal est l'ECOSOC, ou Conseil économique et social de l'ONU. Depuis 1968, les ONGs qui le désirent peuvent solliciter un statut consultatif, de même qu'auprès d'autres instances de moindre rang du système onusien (FAO, OIT etc.). Cependant, la grande ouverture aux ONGs date de 1996, quand l'ONU décide de créer un nouveau statut consultatif, plus souple, et surtout quand, forte de l'expérience acquise par l'ECOSOC, elle se propose d'examiner la question de la participation des ONGs dans toutes les aires de travail de l'ONU<sup>3</sup> (Hemmati et Seliger).

Le premier véritable « dialogue » sur le « développement durable » a lieu en 1998 sur le thème de ... l'industrie du tourisme. Le langage avec lequel l'expérience est décrite vaut la peine d'être rapporté :

...deux éléments ont augmenté les probabilités de succès. D'abord, le fait que la Chambre internationale du commerce siègeait comme membre du Comité des ONGs de la Commission pour un développement durable (CSD) et était donc parfaitement au courant des préparatifs des ONGs. Ensuite, le fait que des rapports extrêmement serrés se sont établis entre un certain nombre de personnes représentantes des ONGs et les représentants de l'industrie. Ceci a permis qu'existe un niveau de confiance qui a contrebalancé route gêne qui aurait pu être occasionnée par les membres les plus extrêmes de chaque secteur. (Hemmati et Seliger)

On voit ici que la Chambre internationale du commerce participe, curieusement, aux réunions des ONGs, et comment la « fraternisation » entre des secteurs à priori plutôt adverses (ici les ONGs et l'industrie) est à la fois moyen et but de ce dialogue fomenté par l'ONU.

On constate que ce sont seulement certaines structures des ONGs et des autres secteurs—et pas nécessairement



*Participants at the Earth Summit in Johannesburg, South Africa, 2002. Photo: Brenda Cranney*

les plus progressistes—qui sont invitées à dialoguer, sans qu'on sache bien pourquoi elles sont considérées comme représentatives. Le document poursuit:

Le thème du tourisme était problématique pour les ONGs, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un chapitre de l'Agenda 21 [Agenda pour le XXI<sup>ème</sup> siècle, adopté à Rio]. Le Comité des ONGs de la CSD, qui ne possédait pas de Caucus travaillant sur la question, réalisa un envoi de courrier à plus de 300 organisations. (Hemmati et Seliger)

C'est ainsi que, même si les ONGs ne travaillent pas sur un thème, l'ONU se charge de les inciter à le faire, selon ses propres priorités. Et voilà pourquoi le tourisme devient une des priorités du « développement ». Tourisme « durable », certes, mais ce terme possède des contours très flous. Quand on en observe le contenu concret, reflété notamment par les politiques de coopération des Etats du Nord, le panorama se fait plus net. La politique de coopération espagnole vers le continent américain en constitue un exemple révélateur. Au Guatemala, par exemple, où son action est particulièrement forte, la coopération espagnole promeut notamment deux grands axes de travail : les femmes et le tourisme. Concernant les femmes, l'Espagne appuie la création d'une sorte de Secrétariat des femmes, calqué sur le modèle de son propre *Instituto de la mujer*, et impulse une série de formations sur le « genre ». Pour ce qui est du deuxième axe, elle finance la formation de la population locale, notamment indienne, aux professions et surtout aux petits métiers du tourisme, tout en restaurant, à ses frais, de nombreuses églises et

bâtiments de l'époque coloniale, pendant que les entreprises privées espagnoles investissent dans les infrastructures hôtelières du pays.

Pour conclure cette partie de la réflexion, on constate que l'ONU est parvenue à se constituer en acteur central qui détermine les orientations théoriques et des actions pratiques de « développement ». On pourrait lire ce processus comme la victoire des mouvements sociaux, qui auraient peu à peu réussi à faire incorporer leurs préoccupations aux politiques internationales de l'ONU, ou comme une sorte d'alliance des secteurs les plus « raisonnables » pour le bien du plus grand nombre. Au centre de cette logique, on trouve les femmes. Elles sont les

---

## La notion de « surpopulation » recouvre une théorie raciste qui présente les femmes *latinas*, indiennes, noires, arabes et asiatiques comme responsable de la pression sur l'environnement.

---

premières affectées par la pauvreté et la détérioration de l'environnement que ce « développement » implique, elles sont aussi celles qui réalisent une grande partie des propositions concrètes de solutions ou d'alternatives. Leur grande soif de participation, leur responsabilité envers les générations futures, leur sens pratique et leur immense capacité de travailler à des coûts défiant toute concurrence, constituent en tout cas une disposition sociale que l'ONU n'entend pas laisser perdre. De plus, sa manière de rapprocher les femmes de ses projets est aussi une manière de neutraliser les voix les plus critiques, dont beaucoup viennent du mouvement féministe, en les plaçant au pied du mur : l'heure est officiellement aux voix « positives » et « réalistes ».

Certes, le processus de transformation des mouvements sociaux en ONGs possède ses logiques internes. Cependant, il est intéressant de voir comment il est aussi le résultat d'une politique délibérée de l'ONU pour susciter des « partenaires », une « société civile » — bien moins menaçante qu'un mouvement social, politique ou révolutionnaire — qui puisse l'aider dans la mission qu'elle s'est fixée. Dans cette mise en place d'une administration mondiale globale, on assiste à une bureaucratisation généralisée qui rapproche l'énorme administration onusienne et le tissu associatif, dans une inégale association. Les ONGs deviennent peu à peu des « sous-traitantes » pleines de créativité et de savoir-faire, et peu onéreuses qui exécutent, expérimentent et renouvellent sans cesse les politiques internationales de l'ONU. De cette manière, l'ONU recueille un ensemble considérable d'informations sur la situation, les groupes et les mouvements de chaque pays, les problématiques et les alternatives envisageables. Les données statistiques et politiques qu'elle fait ainsi remonter pour mieux les traiter

selon ses propres perspectives lui fournissent à la fois une information précieuse et la possibilité de re-transmettre ces informations sous une forme qui lui convient, afin de « créer l'opinion ».

### Politiques de population : qui contrôle la fécondité des femmes ?

Le Conseil de population, créé en 1950 par le milliardaire Rockefeller, est un des premiers à présenter le concept de « surpopulation » comme une menace pour le développement, concept repris dès 1962 par l'ONU qui le déclare « problème mondial numéro un ». En 1969, c'est le président de la Banque mondiale, Mac Namara, qui suggère de centraliser les politiques de population de l'ONU : apparaît alors le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) (Ströbl). En 1972, la conférence de Stockholm laisse entendre que l'augmentation de la population mondiale produit un impact négatif sur l'environnement. En 1973, George Bush, alors représentant des États-Unis auprès des Nations unies, déclare : « aujourd'hui, on ne peut plus dire que le problème de la croissance de la population soit une question privée. Il requiert l'attention des dirigeants nationaux et internationaux » (Hume). À l'initiative des pays industrialisés, l'ONU organise sa Première conférence mondiale sur la population, en 1974, à Bucarest. En 1975, la Conférence de Mexico sur la femme ne manque pas de faire le lien entre instruction des femmes, pratiques matrimoniales et comportements de fécondité. Or, alors qu'à Bucarest, la plupart des pays du Sud s'opposent aux plans de l'ONU en matière de politiques de population, les considérant comme un reflet des intérêts de l'impérialisme nord-américain, en 1984, lors de la deuxième conférence de l'ONU sur la population, à Mexico, ils se sont presque tous convaincus de la nécessité de réduire leur croissance démographique (Más allá de Beijing). Lors de la Conférence suivante, en 1994 au Caire, l'ONU réussit même à se poser en grande alliée des femmes face aux intégrismes catholique et islamique, en défendant leur accès à la contraception. Mais s'agit-il vraiment de « libérer » les femmes ou simplement de réduire leur « dangereuse » fécondité ?

Quand on y regarde de plus près, la démarche « généreuse » de l'ONU, largement épaulée par la Banque mondiale et le FMI, change de visage. En effet, la notion protéiforme de « surpopulation », largement critiquée par les féministes du Sud, recouvre une théorie raciste, sexiste et profondément perverse, qui présente les femmes *latinas*, indiennes, noires, arabes et asiatiques comme « trop prolifiques » et par là coupables de leur propre pauvreté, responsables de la faim dans le monde et de la pression sur l'environnement. La féministe allemande Ingrid Ströbl, qui a payé ses réflexions de la prison, a dénoncé vigoureusement les politiques internationales de population comme une « sélection » eugéniste qui passe en



premier lieu par la mise en coupe réglée des corps des femmes autorisées ou non à se reproduire. Même s'il a été largement démontré que le problème environnemental majeur de la planète réside dans les schémas de production et de consommation des pays riches, qui, comme le souligne l'éco-féministe Maria Mies (Mies et Shiva), avec 20% de la population mondiale, consomment 85% des ressources et produisent 80% des déchets polluants, de fait, plus qu'éliminer la pauvreté, il semble s'agir d'éliminer les pauvres. Pour cela, les politiques de contrôle de la fécondité des femmes constituent un enjeu majeur.

Or d'où viennent ces politiques ? Certes, le mouvement féministe, qui dans le monde entier fait de l'accès des femmes au contrôle de leur fécondité une de ses priorités, peut se sentir en quelque sorte appuyé par des instances comme le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), qui a repris une partie de son discours. Cependant, l'instance principale qui travaille actuellement dans ce domaine est l'Agence internationale pour le développement (AID, ou USAID, agence de coopération du gouvernement nord-américain). Les (auto)attributions de l'AID en matière de contraception sont immenses (AID; Más allá de Beijing). D'abord, l'AID finance la recherche internationale, en se concentrant sur les contraceptifs peu chers et de longue durée destinés à contenir la fécondité des femmes pauvres du Sud, depuis le Norplant qui dure cinq ans, jusqu'au « vaccin contraceptif », qui serait permanent et équivaldrait à la stérilisation mécanique. Ensuite, l'AID finance la traduction et la publication dans des dizaines de langues des résultats de ses recherches expérimentales « grande nature » sur les femmes du Sud, et la distribution de ces publications, en particulier auprès des « décideurs », notamment gouvernementaux. L'AID promeut également la formation d'unités de recherche démographiques dans chaque pays, fournissant les ordinateurs, les programmes et la formation correspondante en statistiques démographiques. Par ailleurs, l'AID centralise les commandes de contraceptifs à l'échelle nationale et parfois régionale, et a confié la question de leur transport et stockage à une entreprise appelée « Matrix international ». Enfin, l'AID forme le personnel de santé publique de nombreux pays et lui fournit les contraceptifs qu'elle juge bons afin qu'il les diffuse parmi les femmes. Il arrive même que l'AID fournisse aussi les pharmacies privées, comme au Salvador par exemple, où n'existe pratiquement qu'une seule marque de contraceptif hormonal. De sorte qu'en matière de contraception, la seule chose dont l'AID ne se charge pas est la production, qui est majoritairement le fait de laboratoires nord-américains et européens.

Pourtant, les agissements concrets de l'AID sur le continent latino-américain et aux Caraïbes ont été stigmatisés à de nombreuses reprises (Cuenca; Rosa). Fréquemment accusée d'être une espèce de paravent de la CIA dans une région où l'influence nord-américaine a souvent pris un tour brutal, l'AID a aussi été dénoncée à

de nombreuses reprises pour fomenter la stérilisation forcée des femmes, et tout particulièrement des femmes noires et indiennes. Cependant, le point le plus frappant de tout cela est que c'est précisément l'AID que l'ONU avait chargée de coordonner les préparatifs du Forum des ONGs de la conférence sur les femmes de Beijing pour la région latino-américaine et des Caraïbes.

### Femmes, micro-crédit et néolibéralisme

Considérons maintenant le développement des politiques de micro-crédits pour les femmes qui achève d'illustrer la collusion entre les intérêts privés, le FMI, la

---

**Même s'il a été démontré que le problème environnemental majeur réside dans les schémas de production, de fait, plus qu'éliminer la pauvreté, il semble s'agir d'éliminer les pauvres.**

---

Banque mondiale, l'ONU et l'AID, dans une même perspective néolibérale éminemment préjudiciable aux femmes. Or il est inquiétant de voir combien d'organisations féministes et de femmes se battent précisément pour développer ces micro-crédits.

Si le mécanisme de la dette comme un facteur d'aggravation des inégalités entre Sud et Nord a été abondamment dénoncé, les politiques de micro-crédits pour les femmes pauvres font actuellement en revanche l'objet d'un engouement sans précédent. Or il ne s'agit pas d'autre chose que du droit, ou du « devoir » des femmes à s'endetter, en même temps que d'une manière de faire entrer dans les circuits bancaires du Nord les immenses « gisements d'épargne », souvent organisés par les femmes, qui existent dans le Sud. Il s'agit de « mobiliser cette épargne, de la faire servir au financement de l'économie, de l'orienter vers les projets [...] les plus rentables. » (Lelart et Lespes).

Nous nous appuyerons ici sur le passionnant travail de la féministe belge Hedwige Peemans Pouillet sur la Grameen bank, fondée en 1983 au Bangladesh par Mohammad Yunus, professeur d'économie diplômé aux Etats-Unis, et qui constitue le principal modèle des initiatives de « micro-crédit » pour les femmes (Peemans Pouillet). Elle explique comment

le projet de lutter contre la « paupérisation » en endettant tous les pauvres (traduction en langage bancaire : en leur donnant accès au crédit) fait l'objet d'une promotion sans précédent. Outre l'aide fournie dès le début par la Banque centrale du Bangladesh, Yunus a pu compter, en 1981-1982, sur un fonds de 80.000 dollars octroyé par la Fondation Ford et sur

3,4 millions de dollars octroyés par le Fonds international de développement agricole des Nations unies (FIDA). Mais le soutien idéologique est encore plus considérable. Le président Clinton considère qu'il faudrait octroyer le prix Nobel au fondateur de la Grameen bank (...) et a annoncé que le gouvernement américain s'engageait [à promouvoir le micro-crédit] notamment par le biais de l'USAID. [...] La Banque mondiale et le FMI soutiennent activement toutes les initiatives du type Grameen bank.

Or, suivant l'analyse de Peemans Poulet, il faut d'abord remarquer que dans de nombreux pays, les femmes organisent entre elles toutes sortes de formes d'emprunts et de prêts et ne sont donc pas des victimes passives attendant d'être sauvées par les banques. Peemans Poulet rappelle par ailleurs que les systèmes de protection sociale européens ont été construits depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle sur des modèles mutualistes qui, un peu comme les systèmes traditionnels du Sud, n'impliquent ni épargne individuelle, ni taux d'intérêts. Le projet de Yunus est exactement inverse. « Yunus veut remplacer la protection sociale par des mécanismes de marché. Pour réaliser cela, il a ciblé les femmes pauvres des pays les plus pauvres. » Et comme elle le souligne : « Les entreprises de Yunus ne s'arrêtent pas là. Entreprises de pisciculture, de télécommunications : au Bangladesh, Yunus est au premier rang pour les opérations de privatisation des biens et services publics. »

Ainsi, on constate que derrière le but affiché « d'aider » les femmes, les plus appauvries par le modèle de développement dominant, le micro-crédit, présenté comme une panacée par le FMI, la Banque mondiale et l'ONU, non seulement ne produit pas l'effet escompté, mais au contraire appauvrit les femmes et permet le renforcement du modèle néolibéral qui leur est si préjudiciable. Le micro-endettement des femmes fait en quelque sorte d'une pierre deux coups : il permet de poursuivre la mise en coupe réglée du Sud et l'enrichissement du Nord, tout en aggravant la situation des femmes et en détournant l'attention des origines réelles de leur oppression-exploitation. Nous voyons alors toutes les réalités s'inverser : les affameurs deviennent les rédempteurs et les armes du système néolibéral, raciste et patriarcal, apparaissent comme autant de mains charitables tendues vers les femmes pauvres du Sud.

Après ce panorama rapide d'un certain nombre de stratégies et d'actions en matière de développement menées par les institutions internationales qui nous gouvernent, que pouvons-nous conclure ?

D'abord, à propos de l'ONU, nous avons vu comment elle était parvenue à s'imposer comme une instance centrale des politiques de développement ou de gestion de la planète, légitime et même souvent perçue comme « bienveillante » et « sage ». Elle apparaît comme la principale source de formation de concepts et d'élaboration de stratégies, grâce à un système qu'elle a mis en place et qui

lui permet de récupérer le travail (pratique et conceptuel) des mouvements sociaux, transformés en ONGs de gestion. Derrière les mécanismes de « participation » de la « société civile », se dessine plutôt une subtile dénaturalisation des propositions alternatives, en particulier portées par le féminisme. L'ONU crée ainsi progressivement une pensée et une action de plus en plus unifiée ou unique, qui prétend substituer la planification et l'administration paisible du statu quo à la recherche d'alternatives réelles. Pourtant, plus l'ONU travaille au développement, plus la situation empire, en particulier pour les pays « en voie de développement » et pour les femmes qui y sont nées.

Ensuite, quand on replace l'action de l'ONU dans son contexte, qui est celle des autres institutions du même système international, en particulier le FMI, la Banque mondiale et l'AID, on comprend mieux les causes de cet échec à améliorer, ou plus encore à transformer, la situation des femmes — en particulier de celles qui se trouvent placées à l'intersection de l'exploitation de sexe, de classe et de « race » et qui constituent le gros bataillon des personnes condamnées par le modèle néolibéral global dominant. Que ce soit en termes d'environnement, de politiques de population ou de micro-crédits pour les femmes, le « développement » préconisé par ces institutions internationales, et qui recueille l'adhésion d'une partie du mouvement féministe, est un véritable désastre pour la plupart des femmes dans le monde. Or les politiques de l'ONU ne sont pas un « rattrapage » de la brutalité des politiques néolibérales, mais bel et bien un élément central de la mise en place du nouvel ordre mondial, intimement lié aux agissements de la Banque mondiale, du FMI et de l'AID. Ironiquement, la légitimité de ces politiques internationales repose en grande partie sur l'image que l'ONU a réussi à se donner, notamment comme protectrice de « La Femme » et de « La Nature » totalement mythifiées, et sur la participation de la « société civile », en particulier des femmes, à ce processus. Devant l'accablant résultat de ce système international, n'est-il pas temps, comme femmes et plus encore peut-être comme féministes, de lui retirer une fois pour toutes notre appui et de l'affronter comme un de nos principaux ennemis ?

*Des parties de ce texte ont été supprimées afin de se conformer aux lignes directrices des Cahiers de la femme.*

*Publié dans : Regards de femmes sur la globalisation : Approches critiques. Bisilliat, Jeanne (dir.). Paris : Karthala, 2003. 75-112. Également publié en espagnol dans la revue Desacatos, México (CIESAS), 2003.*

*Jules Falquet est féministe, docteure en sociologie, maître de conférences à l'université de Paris 7, et travaille tout particulièrement sur les mouvements sociaux en Amérique latine et aux Caraïbes, où elle a vécu de nombreuses années. Actuellement, elle analyse les effets de la mondialisation néolibérale sur les rapports sociaux de sexes.*



<sup>1</sup>Ils s'agit ici d'une analyse à très grands traits, destinée avant tout à ouvrir le débat. Ce que l'on désigne ici sous le nom d'ONGs recouvre un ensemble de réalités très diverses (taille, orientations politiques, etc). De même, l'ONU et ses satellites (FMI, Banque mondiale et autres agences issues du système de Bretton Woods) constituent un système gigantesque qui n'est pas exempt de contradictions internes.

<sup>2</sup>Le rôle des femmes dans la reproduction culturelle est variable selon les lieux et les époques. On verra à ce sujet les travaux de Nicole Claude Mathieu sur la division sexuelle du travail "culturel." Cependant, elles sont généralement obligées socialement à "préserver" la culture du groupe, tandis que les hommes bénéficient en premier des aspects "positifs" des contacts : ils sont généralement les premiers à avoir accès aux moyens de transport, aux emplois, aux revenus etc... Souvent, les femmes qui voudraient leur emboîter le pas sont sanctionnées, ce qui augmente la « brèche » entre les sexes. Ce point mériterait évidemment un développement qui va au-delà des possibilités de ce travail.

<sup>3</sup>Dans cet ordre d'idées, comme le fait remarquer le Nord-Américain James Petras dans sa critique de l'impérialisme mondial, de fait, aujourd'hui, même les critiques les plus féroces de la Banque mondiale et FMI utilisent dans leurs argumentations... les chiffres du FMI et de la Banque mondiale

## Bibliographie

- Agence internationale pour le développement (AID). *User's Guide to the Office of Population*. AID, 1990.
- Bedregal, Ximena, Margarita Pisano, Francesca Gargallo, Amalia Fisher et Edda Gaviola. *Feminismos complices: gestos para una cultura tendenciosamente diferente*. Mexico-Santiago, La Correa Feminista, 1993
- Cañas, Mercedes. "El movimiento feminista y las instituciones nacionales e internacionales." *Feminismos en América Latina*. Edda Gaviola Artigas et Lissette González Martíñez (coompiladoras). Ciudad Guatemala: FLACSO, Colección Estudios de género, no. 4), 2001. 93-130.
- Cuenca, Breny. *El poder intangible. La AID y el Estado salvadoreño en los años ochenta*. San Salvador: CRIES/PRIES, 1992.
- Femmes et Changements. *Les Femmes et le suivi de l'Agenda 21. Rapport d'étude pour le Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement*. Paris : Juillet 2001.
- Hemmati, Minu et Kerstin Seliger. Eds. *The Stakeholder Toolkit. A Resource for Women and NGOs*. London: UNED Forum, Brunswick Press, 2001.
- Hume, Patricia. « Declaración de las mujeres sobre políticas de población mundial ». *Coatlucue*, bulletin du CIDHAL de Cuernavaca, vol. 2, mai-août 1993.
- Lelart, M. et J. L. Lespes. "Les tontines africaines, une expérience originale d'épargne et de crédit." *Revue*

- d'économie sociale* 5 (Juillet, septembre 1985) : 157-159.
- Más allá de Beijing. *Políticas de población, prácticas anticonceptivas y realidades de las mujeres salvadoreñas*. Mimeo, 1994.
- Mathieu, Nicole Claude. *L'anatomie politique, Catégorisations et idéologies du sexe*. Paris: Côté-femmes, 1991.
- Mies, Maria et Vandana Shiva. *Ecoféminisme*. Paris : L'Harmattan, Femmes et Changements, 1998.
- Mujeres Creando. *Yo tengo tantas hermanas que no los puedo contar*. Déclaration lors de la VIIIème rencontre féministe Latino-américaine et des Caraïbes, Juan Dolio, novembre, 1999. Traduction on français parue dans *Nouvelles Questions Féministes* 20 (3) (1999) : 35-38.
- Peemans Poulet, Hedwige. 2000. « La miniaturisation de l'endettement des pays pauvres passe par les femmes... ». *Chronique Féministe, « Féminismes et développement »* 71/72 (février/mai 2000) : 60-66.
- Petras, Jaime. *Imperialismo y barbarie global. El lenguaje imperial, los intelectuales y las estupideces globales*. Bogotá: Ediciones pensamiento crítico, Colección Nuestra América, 2001.
- Pisano, Margarita. *Un cierre desparpajo*. Santiago : Ediciones número crítico, Sandra Lidid, 1996.
- Pisano, Margarita. *El triunfo de la masculinidad*. Santiago : Surada ediciones, 2001.
- Rosa, Herman. *AID y las transformaciones globales en El Salvador, desde 1980*. San Salvador : CRIES, 1993.
- Ströbl, Ingrid. *Fruto extraño. Sobre políticas demográficas y control de población*. Barcelona : Virus Editorial, 1994.

## JEAN ENG

### Flight From Earth

This is what it is like:  
 a woman hears sound  
 coming out of her mouth  
 the words making shapes.  
 Yet she is standing a few feet away  
 a voice going on without her.

*Jean Eng is a visual artist who also works part-time as a library technician. Her writing has appeared in Contemporary Verse 2, The New Quarterly, Canadian Literature and many others. She resides in Toronto.*